



MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Riposte
face à la
COVID-19

Impact sur le
développement

Viabilité
environnementale
et sociale

Protéger les
investissements

Réassurance



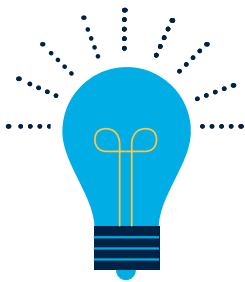
Rapport annuel — 2020

À propos de la MIGA



Notre mission est de promouvoir les investissements privés transnationaux dans les pays en développement en fournissant des garanties (assurance contre le risque politique et rehaussement du crédit) aux investisseurs et aux prêteurs.

Les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux devraient baisser de jusqu'à 40 % en 2020 à cause de la pandémie de COVID-19, et le Groupe de la Banque mondiale annonce que l'économie mondiale connaîtra sa pire récession depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les pays en développement courent le risque de voir s'effacer des avancées capitales au plan du développement et des millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté.



Au milieu de ces défis, le rôle et les missions de la MIGA sont plus que jamais essentiels. Au cours de l'exercice 20, la MIGA a émis près de 4 milliards de dollars sous forme de nouvelles garanties, aidant à mobiliser un financement total de plus de 7 milliards de dollars. Les projets exécutés durant l'exercice 20 permettront à quelque 12,4 millions de personnes d'avoir accès à l'électricité, achèteront localement des produits pour un montant de 4,3 millions de dollars par an, et éviteront près de 3 millions de tonnes d'émissions d'équivalent dioxyde de carbone par an.



La MIGA, une institution du Groupe de la Banque mondiale, veut maximiser son impact sur le développement et s'attache à promouvoir des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. La MIGA aide les investisseurs à atténuer les risques que présentent les restrictions à la convertibilité et aux transferts monétaires, les ruptures de contrat par les États, l'expropriation de même que la guerre et les troubles civils ; elle offre aussi une amélioration des termes des crédits sur les obligations souveraines.

Engagements mondiaux du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale a prêté soutien aux pays en développement durant l'exercice 20 en obtenant des résultats pour les clients, en mobilisant des partenaires clés et en faisant face à une pandémie et à un défi économique mondial sans précédent.

4,8 MILLIARDS DE DOLLARS

Moyen-Orient et Afrique du Nord

9,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Europe et Asie centrale

10,5 MILLIARDS DE DOLLARS

Asie de l'Est et Pacifique

12,8 MILLIARDS DE DOLLARS

Amérique latine et Caraïbes

14,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Asie du Sud

25,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Afrique subsaharienne

Au total, 77,1 milliards de dollars de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées*

*Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale.

Message du Président

Cette année, la pandémie de COVID-19 a posé aux pays des défis sans précédent qui les ont obligés à réagir rapidement aux fortes perturbations qu’ont connues les soins de santé, l’activité économique et les moyens de subsistance. Le Groupe de la Banque mondiale a été à l’avant-garde de la riposte. Il s’est rapidement mobilisé pour apporter un soutien indispensable aux pays afin d’assurer l’approvisionnement en fournitures essentielles, de réduire les pertes en vies humaines et les difficultés économiques, de protéger les acquis du développement âprement obtenus et de remplir notre mission, à savoir mettre fin à l’extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Notre objectif dans tous ces efforts est d’améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, dans l’immédiat et à long terme.

Au début de la pandémie, le Groupe de la Banque a pris des mesures décisives de vaste portée pour mettre en place un mécanisme de financement accéléré en vue d’aider les pays à apporter une réponse rapide face à cette crise. Nous prévoyons de déboursier jusqu’à 160 milliards de dollars au cours des 15 mois se terminant le 30 juin 2021, à travers de nouvelles opérations et la restructuration de celles existantes afin d’aider les pays à répondre aux divers besoins découlant de la pandémie. Ce montant comprendra plus de 50 milliards de dollars de ressources de l’IDA sous forme de dons et de prêts à des conditions très favorables.

En mai, nous avons franchi un jalon important : la réalisation d’opérations sanitaires d’urgence dans 100 pays. Nos projets initiaux visaient à limiter la propagation de la pandémie et à renforcer la capacité des services de santé. Nous avons aidé les pays à accéder à des fournitures et matériels médicaux essentiels par un appui aux achats et à la logistique, y compris des négociations avec les fournisseurs en leur nom. De nombreux pays en développement sont tributaires des importations pour leurs approvisionnements, ce qui les expose fortement aux fluctuations de prix et aux restrictions commerciales. Par l’entremise d’IFC et de la MIGA, nous avons fourni des fonds de roulement et des financements du commerce essentiels au secteur privé des pays en développement, en particulier aux entreprises des secteurs d’activité de base, et aidé les secteurs financiers à continuer de prêter aux entreprises locales viables.

En mars, la Banque mondiale et le FMI ont appelé les créanciers bilatéraux publics à suspendre les paiements de la dette des pays IDA. En avril, les dirigeants du G20 ont rendu public un accord historique portant suspension



des paiements du service de la dette bilatérale du 1^{er} mai à la fin de 2020 et demandé aux créanciers commerciaux d’accorder un traitement comparable, offrant ainsi un exemple éducatif de coopération internationale pour aider les pays les plus pauvres.

Au-delà des préoccupations sanitaires immédiates, le Groupe de la Banque aide les pays à reprendre l’activité économique, rétablir les emplois et les services et ouvrir la voie à une reprise durable. Bon nombre de nos pays clients ont amélioré leur transparence et leur attractivité pour les nouveaux investissements en divulguant de façon plus complète les engagements financiers de leur secteur public. La Banque aide les pays les plus vulnérables à évaluer la viabilité et la transparence de leur dette, facteurs essentiels pour obtenir de bons résultats en matière de développement.

Le Groupe de la Banque soutient les pays dans les efforts qu’ils déploient pour renforcer leurs dispositifs de sécurité sociale, notamment grâce à des opérations de transfert d’argent en personne et par voie numérique afin que les pouvoirs publics puissent fournir efficacement cet appui essentiel aux populations les plus vulnérables. Par ailleurs, nous collaborons avec les gouvernements pour éliminer ou réorienter les subventions au carburant, coûteuses et préjudiciables à l’environnement, et réduire les barrières commerciales pour les produits alimentaires et les fournitures médicales.

Durant l’exercice 20, les engagements nets de la BIRD sont montés à 28 milliards de dollars, tandis que les décaissements sont restés élevés. Les engagements nets de l’IDA se sont établis à 30,4 milliards de dollars, soit 39 % de plus que l’exercice précédent. La 19^e reconstitution des ressources de l’IDA a été approuvée en mars, garantissant ainsi une enveloppe financière de 82 milliards de dollars

sur trois ans pour les 76 pays les plus pauvres du monde. Ces ressources nous permettront d'accroître notre soutien aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence et de renforcer la transparence de la dette et les pratiques d'emprunt viables.

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons réorganisé le personnel et la direction de la Banque en vue de favoriser des programmes de pays coordonnés et de placer les connaissances de grande qualité au centre de nos opérations et de notre politique de développement. Nous élargissons notre empreinte mondiale pour nous rapprocher de nos opérations sur le terrain. Nous avons également renforcé notre intérêt pour l'Afrique en créant deux vice-présidences de la Banque, l'une pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et l'autre sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, qui entreront en fonction durant l'exercice 21. J'ai nommé quatre nouveaux hauts dirigeants : Anshula Kant, directrice générale et directrice financière, Mari Pangestu, directrice générale de la politique de développement et des partenariats, Hiroshi Matano, vice-président exécutif de la MIGA, et Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations, suite au départ de Kristalina Georgieva, nommée à la tête du FMI. Outre ces nominations, 12 vice-présidents ont été nommés ou réaffectés au cours de l'exercice écoulé. Ensemble, la solide équipe de direction et un personnel hautement dévoué et motivé s'efforcent de bâtir l'institution de développement la plus efficace du monde, en suivant un modèle opérationnel résilient et réceptif permettant d'aider chaque pays et chaque région à obtenir de meilleurs résultats sur le plan du développement.

Lors de nos Assemblées annuelles d'octobre, nous avons présenté un nouvel indice pour suivre la pauvreté des apprentissages — le pourcentage d'enfants de 10 ans qui ne peuvent ni lire ni comprendre un récit élémentaire. La réduction de la pauvreté des apprentissages exigera des réformes globales, mais la rétribution — à savoir le fait de doter les enfants des compétences dont ils ont besoin pour réussir et réaliser leur potentiel en tant qu'adultes — est essentielle pour le développement.

En aidant les pays à tirer parti des nouvelles technologies numériques, nous élargissons l'accès aux transactions financières à faible coût, en particulier pour les femmes et d'autres groupes vulnérables. La connectivité numérique est l'une des nombreuses étapes essentielles à

franchir pour aider les femmes à exploiter pleinement leur potentiel économique. L'Initiative pour le financement des femmes entrepreneurs (We-Fi), hébergée par le Groupe de la Banque, s'efforce d'éliminer les obstacles réglementaires et juridiques auxquels les femmes sont confrontées et de les aider à accéder au financement, aux marchés et aux réseaux dont elles ont besoin pour réussir. Les opérations de la Banque visent également à donner aux femmes une plus grande capacité d'agir et une plus grande voix dans leurs communautés, à faire en sorte que les filles puissent apprendre effectivement et en toute sécurité dans les écoles et à promouvoir des soins de santé de qualité pour les mères et les enfants.

Nous aidons les pays à renforcer leur secteur privé, qui joue un rôle essentiel dans la création d'emplois et la stimulation de la croissance économique. Durant l'exercice 20, les engagements financiers à long terme d'IFC ont augmenté, passant à 22 milliards de dollars, dont 11 milliards de dollars d'engagements propres et 11 milliards de dollars de ressources mobilisées, d'engagements d'investisseurs privés et autres. En outre, IFC a octroyé 6,5 milliards de dollars de financements à court terme. Les engagements de la MIGA se sont élevés à 4 milliards de dollars, pour des projets d'une valeur moyenne de 84 millions de dollars. Pour l'avenir, la gamme de produits, la dotation en personnel et les efforts en amont de la MIGA sont bien adaptés pour contribuer à la riposte du Groupe de la Banque face à la COVID-19, l'accent étant mis notamment sur des projets de plus petite envergure dans les pays IDA et les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Aucune de ces réalisations n'aurait été possible sans le travail acharné de notre personnel et son adaptation réussie au travail à domicile pendant la pandémie. Travaillant dans le monde entier et à tous les niveaux, le personnel a continué de proposer des solutions pour répondre aux besoins les plus urgents des pays. Je suis profondément reconnaissant de leur dévouement et de leur flexibilité, en particulier dans ces circonstances difficiles.

Alors que les populations des pays en développement du monde entier sont aux prises avec la pandémie et des récessions profondes, le Groupe de la Banque mondiale reste attaché à leur avenir et leur apporte le soutien et l'assistance dont elles ont besoin pour surmonter cette crise et assurer une reprise durable et inclusive.



David Malpass
Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs

Message des Administrateurs

Nous traversons l'une des périodes les plus difficiles pour le développement depuis la création de la Banque mondiale en 1944. La pandémie de COVID-19 n'a épargné aucun pays ni aucune couche de la société ; elle a gravement affecté la vie de millions de personnes, les petites comme les grandes entreprises à travers le monde et l'économie mondiale moderne telle que nous la connaissons. Grâce à des efforts conjugués pour lutter contre cette pandémie, le Groupe de la Banque mondiale a pris des mesures rapides et intégrées. Nous exprimons nos sincères remerciements au personnel, qui a travaillé sans relâche pour mobiliser des ressources aux fins de la lutte contre ces crises sanitaires, sociales et économiques mondiales sans précédent. Guidé par son double objectif de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée et par le document d'orientation intitulé *COVID-19 Crisis Response Approach Paper: Saving Lives, Scaling-up Impact and Getting Back on Track* (Riposte à la crise de la COVID-19 : sauver des vies, renforcer l'impact et se remettre sur les rails), le Groupe de la Banque s'est engagé à fournir jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois pour aider les pays à faire face à la crise – à la fin de l'exercice 20, nous fournissons déjà un soutien dans plus de 100 pays. Nous estimons que ces financements contribueront à améliorer la résilience

et l'inclusion, ainsi qu'à favoriser des investissements porteurs de changement qui, à leur tour, aideront les pays à reconstruire en mieux. Nous pensons que notre coopération continue avec les gouvernements, les partenaires des secteurs privé et public et un large éventail de parties prenantes est essentielle pour retrouver une voie durable de relèvement et de développement.

Pour soutenir de nouveaux progrès vers nos deux objectifs et les objectifs de développement durable, nous avons approuvé la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflit et de violence (FCV). S'appuyant sur la mise en œuvre continue et satisfaisante de la Vision d'avenir adoptée en 2016 et du programme d'augmentation et de réforme du capital de 2018, la stratégie vise à améliorer l'efficacité en aidant les pays à lutter contre les facteurs de fragilité, de conflit et de violence et leurs effets et à renforcer la résilience, l'accent étant mis sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Au début de l'exercice 20, nous avons examiné les questions stratégiques et opérationnelles liées à l'emploi et à la transformation économique, aux migrations, aux chaînes de valeur mondiales et à la transformation numérique. Nous avons aussi examiné les mécanismes de réassurance et de garantie de la MIGA et réfléchi au renforcement des marchés existants et à la création de nouveaux marchés. Nous avons par ailleurs salué l'arrivée de M. Hiroshi Matano, le nouveau vice-président exécutif de la MIGA.



DJ Nordquist,
États-Unis



Masanori
Yoshida,
Japon



Richard Hugh
Montgomery,
Royaume-Uni



Arnaud Buissé,
France



Juergen Karl
Zattler,
Allemagne



Shahid Ashraf
Tarar,
Pakistan



Louise
Levonian,
Canada



Adrián
Fernández,
Uruguay



Kunil Hwang,
Corée



Nathalie
Francken,
Belgique



Merza
Hussain
Hasan, Koweït
(doyen)



Aparna
Subramani,
Inde

Nous avons examiné des questions cruciales pour notre organisation, notamment le rapprochement du personnel de nos clients et la façon dont nous mesurons les résultats de développement ; nos mécanismes indépendants de responsabilisation, le cadre de gouvernance et l'examen de la répartition du capital de 2020. En outre, nous avons examiné et approuvé la stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 21-23 et le budget de l'exercice 21 qui contribuent à définir l'orientation du Groupe de la Banque au cours de l'année à venir.

Le Conseil soutient fermement la justice et l'égalité raciales au sein du Groupe de la Banque et dans notre travail. Nous continuerons de faire de la diversité et de l'inclusion une priorité dans l'ensemble de l'institution et dans notre soutien aux clients et aux communautés. Nous pensons qu'il est essentiel d'intégrer les préoccupations concernant la race et l'origine ethnique dans notre travail et nos programmes de développement à travers le monde, et que la promotion de la diversité et de l'inclusion sur le lieu de travail reflète les valeurs fondamentales de notre institution. Ces efforts resteront un centre d'intérêt important au cours de l'année à venir.



Jean-Claude Tchatchouang, Cameroun



Anne Kabagambe, Ouganda



Elsa Agustin, Philippines (suppléante)



Kulaya Tantitemit, Thaïlande



Yingming Yang, Chine



Jorge Alejandro Chávez Presa, Mexique



Koen Davidse, Pays-Bas



Geir H. Haarde, Islande



Patrizio Pagano, Italie (vice-doyen)



Hesham Alogeel, Arabie Saoudite



Roman Marshavin, Fédération de Russie



Werner Gruber, Suisse



Larai Hajara Shuaibu, Nigéria



Message de Hiroshi Matano

Vice-président exécutif

Dire que l'économie mondiale a profondément changé depuis l'année dernière est un euphémisme.

Les répercussions de la pandémie de coronavirus se feront sentir pendant des années, mais ses conséquences immédiates sont déjà visibles : pertes d'emplois, baisse de 40 % attendue des IDE mondiaux et près d'une centaine de millions de personnes plongées dans l'extrême pauvreté. Des investisseurs mondiaux jadis confiants se retiennent désormais, se tournant vers les marchés intérieurs.

« Bien que l'assurance contre le risque politique et le rehaussement de crédit soient nos principaux produits, notre rôle est bien plus large. »

Au milieu de l'incertitude ambiante, le rôle de la MIGA consiste à encourager les investisseurs privés à maintenir le cap et à offrir une plus grande stabilité en aidant à gérer et atténuer les risques inhérents aux pays. En effet, en collaborant avec nos clients et nos partenaires, nous avons mobilisé 7,3 milliards de dollars de financement du développement, grâce à l'émission de garanties d'une valeur de 4 milliards de dollars environ en faveur d'investisseurs privés transnationaux durant l'exercice 20. La quasi-moitié de

nos garanties a accompagné des projets dans des pays IDA (à faible revenu) et des États fragiles, et plus de 20 % de nos émissions ont contribué aux efforts d'adaptation au changement climatique ou d'atténuation de ses effets. Par conséquent, nos émissions de garanties durant l'exercice 20 devraient aider quelque 12,4 millions de personnes à avoir accès à l'électricité, permettre l'achat de produits locaux pour une valeur de 4,3 millions de dollars par an et éviter l'émission d'environ 3 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an. Et pourtant, bien que l'assurance contre le risque politique et le rehaussement de crédit soient nos produits clés, notre rôle va bien au-delà. Grâce à l'accès aux pays membres que nous confère notre appartenance au Groupe de la Banque mondiale, nous sommes fréquemment sollicités pour aider à rétablir les relations et à maintenir les projets sur la bonne voie.

Bien avant la pandémie, nous envisagions de créer de nouveaux marchés grâce à des applications innovantes de nos produits, et la pandémie nous rappelle vivement la nécessité d'agir au plus vite. Un aspect essentiel de cette démarche consiste à délaissier les opérations uniques engageant des ressources importantes au profit de projets plus petits et plus risqués dans des environnements difficiles, mais plus susceptibles de produire sur le terrain des résultats sur le plan du développement.

Nous avons aussi apporté une aide en capital aux institutions financières internationales soumises aux accords de Bâle et à d'autres cadres réglementaires pouvant limiter la capacité de financement dans les pays en développement. Ainsi, grâce au flux continu des crédits, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) disposeront toujours de liquidités malgré la conjoncture difficile.

Nous avons apporté une réponse immédiate à la pandémie de coronavirus aux côtés de la Banque mondiale et d'IFC en annonçant en début avril la mise en place d'un mécanisme de financement accéléré d'un montant de 6,5 milliards de dollars, qui a permis de réorienter les ressources de la MIGA vers l'achat de matériel médical d'urgence ; de fournir des fonds de roulement à des MPME, des sociétés et des individus ; et de répondre aux besoins de financement à court terme des gouvernements. Le mécanisme propose quatre solutions :

- améliorer les termes de crédit pour les gouvernements et les organismes publics afin de leur permettre d'emprunter à des conditions non favorables aux fins d'acquisition de matériel médical d'urgence, d'équipements de protection, de médicaments et de services ;
- réduire les risques pour les banques commerciales et les institutions financières afin qu'elles continuent d'accorder des prêts par l'intermédiaire de leurs filiales dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ;
- améliorer les termes de crédit pour les gouvernements et les organismes publics désireux d'accéder aux marchés du crédit en vue du financement des projets et programmes de relance économique dans un contexte de pénurie de liquidités ;
- soutenir le financement du commerce afin d'assurer le flux continu des produits par les chaînes de valeur mondiales, particulièrement dans les pays à faible revenu et les États fragiles.

Nous avons notamment aidé à financer des banques nationales au Panama pour répondre au manque de liquidités provoqué par la crise de COVID-19, et garanti les réserves obligatoires de plusieurs banques en Afrique subsaharienne. Fin juin, nous avons offert des garanties à hauteur de 2,1 milliards de dollars – plus de la moitié de nos émissions totales – dans le cadre de la riposte opposée à la COVID-19.

Pour l'avenir, la stratégie pour les exercices 21-23 que nous avons présentée au Conseil d'administration cette année définit la démarche devant nous permettre d'explorer de nouveaux débouchés grâce auxquels la MIGA élargira son champ d'action et approfondira son impact. Les innovations envisagées englobent l'élargissement

des opérations aux garanties du financement du commerce ; l'augmentation du nombre de devises pouvant bénéficier de notre couverture ; la collaboration avec les investisseurs nationaux ; le soutien aux marchés financiers ; et le renforcement de la collaboration avec IFC, d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et les organismes de crédit à l'exportation (OCE).

Plus généralement, nous envisageons d'augmenter nos émissions totales annuelles de garanties, pour atteindre entre 5,5 et 6,0 milliards de dollars en moyenne, la majeure partie de ces ressources devant être consacrée à des projets dans les pays IDA et les États en proie à la fragilité et aux conflits (FCS). En clair, nous passerions de 25 % (exercices 17-19) à 30-33 % (exercices 21-23) d'émissions de garanties annuelles dans ces environnements très difficiles. De surcroît, au moins 35 % de nos émissions annuelles de garanties durant les exercices 21-25 viseront à soutenir le financement de l'action climatique – conformément à l'objectif du Groupe de la Banque mondiale.

En dépit des moments difficiles que nous traversons, je me félicite de ce que, en collaborant avec nos clients, nous aidions des personnes à traverser cette épreuve. Je suis persuadé que nous poursuivrons sans fléchir la mission du Groupe de la Banque mondiale.

Je suis particulièrement fier de notre personnel et reconnaissant envers nos clients et nos Administrateurs pour avoir réussi à atteindre les principaux objectifs dans ce climat incertain et difficile. Certes, de nombreux défis nous attendent, mais nous avons les outils, les ressources et la volonté nécessaire pour les relever.



Hiroshi Matano
Vice-président exécutif
Agence multilatérale de garantie des investissements

Riposte du Groupe de la Banque mondiale à la pandémie de COVID-19

Début 2020, la pandémie de coronavirus (COVID-19) a frappé les pays du monde entier, posant d'énormes problèmes aux systèmes de santé et provoquant des confinements généralisés, des fermetures d'écoles et d'entreprises, et des pertes d'emplois. Presque tous les pays connaissent un ralentissement de l'activité économique sans précédent.

Le Groupe de la Banque mondiale a été à l'avant-garde de la riposte mondiale. En mars, le Conseil des Administrateurs a approuvé un nouveau mécanisme de financement accéléré pour aider les pays à répondre à leurs besoins sanitaires immédiats et soutenir la reprise économique. En avril, la Banque mondiale a déployé la première série de projets au titre de ce mécanisme, qui visent à renforcer les systèmes de santé, la surveillance des maladies et les interventions de santé publique. Pour amortir le coup économique, IFC et la MIGA se sont empressées de fournir des financements et d'accroître l'accès aux capitaux afin d'aider les entreprises à continuer de mener leurs activités et payer leurs salariés.





Nigéria : 50 millions de dollars

de prêt d'IFC à une banque nationale pour aider à accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent poursuivre leurs activités et préserver les emplois, dans le cadre des efforts continus de soutien à un relèvement résilient.



Mongolie : 27 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour la formation de médecins, d'infirmiers et de personnel paramédical des services d'urgence, l'achat de matériel et fournitures médicaux et de laboratoire, la remise en état des structures de santé et le renforcement de la capacité du pays à répondre aux crises sanitaires.



République kirghize : 12 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités des équipes d'intervention rapide, des hôpitaux et des laboratoires en octroyant des fournitures médicales et de laboratoire, du matériel de soins intensifs et des fonds de préparation préalable aux hôpitaux.



Colombie : 385 millions de dollars

de garanties de la MIGA pour soutenir le financement à court terme de très petites, petites et moyennes entreprises éprouvant des difficultés d'accès au crédit en raison de la pandémie.



Yémen : 27 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour aider le pays à limiter la propagation de la COVID-19 et à atténuer les risques qui y sont associés, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).



Inde : 2,8 milliards de dollars

de financement de la Banque mondiale pour le renforcement des services de santé, l'appui aux petites et moyennes entreprises et l'amélioration de la protection sociale des plus pauvres et vulnérables, en particulier les femmes et les travailleurs migrants.

Le Groupe de la Banque prévoit de déboursier jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois se terminant le 30 juin 2021 pour soutenir les ripostes des pays face à la COVID-19 à travers une série de nouvelles opérations, la restructuration d'opérations existantes, le déclenchement d'options de tirage en cas de catastrophe et le soutien à des solutions viables du secteur privé qui favorisent la restructuration et le relèvement. La pandémie pourrait plonger environ 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020. Les pays touchés par des problèmes de fragilité, de conflit et de violence sont particulièrement vulnérables aux effets sanitaires, sociaux et économiques de la pandémie. Notre soutien dans ces contextes met l'accent sur les investissements dans la prévention, le maintien des activités dans les situations de crise et la protection du capital humain et le soutien aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, notamment les populations déplacées de force. Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables sont également confrontés à l'insécurité alimentaire, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les restrictions à l'exportation mettant en péril l'approvisionnement alimentaire. Pour y remédier, nous avons exhorté les pays à veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement alimentaire restent actives et continuent de fonctionner en toute sécurité, et nous les avons aidés à surveiller l'impact de la pandémie sur la capacité des personnes à acheter des denrées alimentaires. Nous avons plaidé pour la mise en place de programmes efficaces de protection sociale pour les plus pauvres et les plus vulnérables afin de garantir que les populations puissent avoir les moyens de se nourrir et de se procurer les produits alimentaires de base, tout en aidant à protéger les moyens de subsistance.

Nos produits de recherche et de savoir ont porté sur l'impact généralisé de la pandémie – et comprenaient notamment des notes faisant le point sur la situation économique, un rapport sur la baisse des flux de transferts de fonds mondiaux et une note d'orientation sur le coup porté à l'éducation et à l'avenir des enfants. Toutefois, lorsque la crise immédiate se sera estompée, les pays auront besoin d'aide pour atténuer ses effets sanitaires, économiques et sociaux et stimuler la croissance à long terme. Nos recommandations proposaient aux pays des moyens d'y parvenir, notamment en améliorant la gouvernance et l'environnement des affaires, en luttant contre les perturbations des marchés financiers, en investissant dans l'éducation et la santé pour obtenir de meilleurs résultats sur le plan du capital humain, en facilitant les nouveaux investissements grâce à une plus grande transparence de la dette, en élargissant les filets de protection monétaire pour les pauvres, en revoyant les politiques de tarification de l'énergie et en mettant en œuvre des réformes permettant au capital et à la main-d'œuvre de s'adapter rapidement aux structures de l'après-pandémie.

La collaboration avec le secteur privé est essentielle à la riposte d'urgence et IFC entend fournir une aide financière de 47 milliards de dollars jusqu'en juin 2021 au titre de la riposte du Groupe de la Banque mondiale. Pour son apport initial, IFC fournit 8 milliards de dollars pour aider les entreprises à continuer de fonctionner et à préserver des emplois pendant la crise. Cette enveloppe va permettre de soutenir les clients existants dans les secteurs vulnérables, notamment l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agriculture et les services, et d'accorder des liquidités à des institutions financières afin qu'elles puissent fournir des financements pour le commerce aux entreprises importatrices et exportatrices et accorder des crédits aux entreprises pour les aider à consolider leur fonds roulement.

IFC prépare également la seconde phase de sa riposte, durant laquelle elle apportera son aide à ses clients anciens et nouveaux. Cette aide comprend notamment la Plateforme mondiale pour la santé, qui vise à accroître l'accès à des fournitures médicales essentielles telles que les masques, les respirateurs, les kits de test et, à terme, les vaccins. Elle fournira des financements aux fabricants, aux fournisseurs de matières premières cruciales et aux prestataires de services pour augmenter les capacités de fourniture de produits et services aux pays en développement. IFC contribuera 2 milliards de dollars pour son propre compte et mobilisera 2 autres milliards de dollars auprès de partenaires du secteur privé. Elle aidera en outre à restructurer et à recapitaliser des sociétés et des institutions financières dans leur processus de relance.

Pour sa part, la MIGA a lancé un mécanisme de financement accéléré de 6,5 milliards de dollars pour aider les investisseurs et les prêteurs du secteur privé à lutter contre la pandémie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le mécanisme permet l'émission de garanties suivant des procédures rationalisées et accélérées. Il offre des solutions de rehaussement de crédit aux gouvernements et à leurs organismes pour acheter du matériel médical urgent, des équipements de protection, des médicaments et des services, et pour financer les initiatives de relance économique. Il offre également des solutions de réduction des risques pour les banques commerciales et les institutions financières, ainsi qu'un appui au financement du commerce pour les banques locales.

En soutenant le financement du commerce, IFC et la MIGA complètent les efforts plus larges déployés par le Groupe de la Banque pour garantir la préservation des chaînes d'approvisionnement mondiales, en particulier en ce qui concerne la production et la distribution de fournitures médicales vitales. Nous nous sommes mobilisés rapidement pour aider les pays à se procurer ces fournitures en contactant les fournisseurs au nom des États. Nous avons aussi mis en garde les États contre les mesures protectionnistes, qui peuvent réduire l'offre mondiale, entraîner une hausse des prix et empêcher les pays en développement d'obtenir les fournitures dont ils ont besoin.

La Banque, de concert avec le Fonds monétaire international (FMI), a appelé à la suspension des remboursements de la dette bilatérale des pays IDA afin de s'assurer que ceux-ci disposent des liquidités nécessaires pour relever les défis posés par la pandémie et permettre d'évaluer leurs besoins de financement. Le 15 avril, répondant favorablement à cet appel, les dirigeants des pays du G20 ont rendu public un accord d'allègement du poids de la dette portant suspension des paiements bilatéraux du service de la dette par les pays pauvres à compter du 1^{er} mai. Dans son allocution à l'adresse du Comité du développement lors des Réunions de printemps virtuelles du Groupe de la Banque et du FMI, le Président David Malpass a salué cet acte historique en déclarant que l'allègement de la dette était une très bonne initiative à effet rapide qui sera réellement bénéfique aux populations des pays pauvres.

En juin 2020, le Conseil des Administrateurs a approuvé un document d'orientation qui présentait en détail notre riposte face à la pandémie de COVID-19. Intitulé *Saving Lives, Scaling-up Impact and Getting Back on Track*, ce document explique comment nous organisons notre réponse à la crise en trois phases : secours, restructuration et relèvement résilient. La première consiste à apporter une réponse d'urgence aux effets sanitaires, sociaux et économiques immédiats de la COVID-19. Ensuite, pendant que les pays maîtrisent la pandémie et commencent à reprendre l'activité économique, la phase de restructuration consiste à renforcer les systèmes de santé en vue de crises futures, à restaurer les conditions de vie et les moyens de subsistance des populations par l'éducation, l'emploi et l'accès aux soins de santé, et à aider les entreprises et les institutions financières à retrouver une assise solide. La phase de relèvement résilient consiste à aider les pays à bâtir un avenir plus durable, inclusif et résilient dans un monde transformé par la pandémie.

Nous continuerons de fournir un soutien à une échelle et à une vitesse sans précédent, tout en concentrant nos efforts pour obtenir le plus grand impact possible et en préservant notre capacité financière pour assurer une réponse vigoureuse. Œuvrant au niveau de toutes les institutions du Groupe de la Banque, nous continuerons de rechercher la bonne combinaison de solutions des secteurs public et privé et de collaborer avec les clients et les partenaires pour lutter contre la pandémie.

Malgré l'ampleur sans précédent de la crise et la façon dont nous avons recentré notre soutien aux pays, notre mission à long terme reste inchangée. Nous restons attachés à nos objectifs, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler une prospérité partagée de manière durable. Pour y parvenir, nous nous emploierons à aider les pays à œuvrer pour un relèvement résilient après la pandémie et, à terme, à assurer une reconstruction en plus solide.

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

CIRDI

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.



IDA

L'Association internationale de développement (IDA) accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.

IFC

La Société financière internationale (IFC) fournit des prêts et des services-conseils et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

MIGA

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Engagements, décaissements et émissions brutes de garanties du Groupe de la Banque mondiale

Par exercice, en millions de dollars	2016	2017	2018	2019	2020
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	64 185	61 783	66 868	62 341	77 078
Décaissements ^b	49 039	43 853	45 724	49 395	54 367
BIRD					
Engagements ^c	29 729	22 611	23 002	23 191	27 976
Décaissements	22 532	17 861	17 389	20 182	20 238
IDA					
Engagements ^c	16 171	19 513 ^d	24 010 ^e	21 932 ^e	30 365^e
Décaissements	13 191	12 718 ^d	14 383	17 549	21 179^e
IFC					
Engagements ^f	11 117	11 854	11 629	8 920	11 135
Décaissements	9 953	10 355	11 149	9 074	10 518
MIGA					
Émissions brutes	4 258	4 842	5 251	5 548	3 961
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	2 910	2 962	2 976	2 749	3 641
Décaissements	3 363	2 919	2 803	2 590	2 433

- a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.
- b. Inclut les décaissements de la BIRD de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.
- c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées approuvées durant le même exercice.
- d. Ces chiffres incluent un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.
- e. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.
- f. Engagements à long terme pour le compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Action de la MIGA dans le monde et résultats des pays

USD 3 961,4 millions
Émissions brutes pour l'Ex. 20

Émissions brutes de garanties

Résultats des pays

USD 168 millions
Moyen-Orient et Afrique du Nord

USD 1 282 millions
Afrique subsaharienne

USD 444,2 millions
Asie du Sud

USD 1 480 millions
Amérique latine et Caraïbes

USD 499,2 millions
Europe et Asie centrale

USD 88,1 millions
Asie de l'Est et Pacifique

SÉNÉGAL
4,4 MILLIONS
de personnes bénéficiant de services d'électricité nouveaux ou améliorés

SIERRA LEONE
USD 18,6 MILLIONS
de taxes, impôts et redevances (par an)

DJIBOUTI
USD 122 MILLIONS
Mobilisés (directement et indirectement) auprès du secteur privé

AFRIQUE DU SUD
4,2 MILLIONS
(tonnes d'équivalent CO₂) d'émissions de GES évitées

ÎLES SALOMON
USD 10,8 MILLIONS
de fonds privés mobilisés au titre du financement de l'action climatique

COLOMBIE
USD 1,5 MILLIARD
au titre du soutien au crédit

GUINÉE
2 500
Emplois directs (temporaires + permanents)

CÔTE D'IVOIRE
1,7 MILLION
de personnes bénéficiant de services d'électricité nouveaux ou améliorés

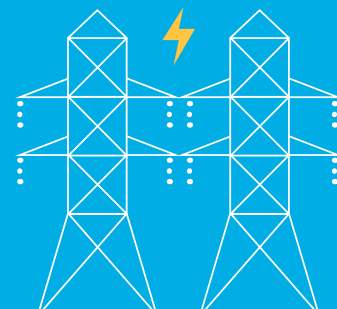
N.B. : Ces chiffres se rapportent aux projets approuvés ou clôturés durant les exercices 15-20.

Résultats attendus sur le plan du développement pour les projets approuvés lors de l'exercice 20

Financements mobilisés
7,3 milliards de dollars



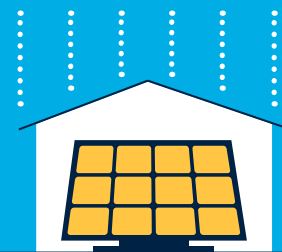
Hausse de la production d'électricité (GWh) par an
5 547



Produits achetés localement par an
4,3 millions de dollars



Nombre de personnes ayant accès à des services d'électricité nouveaux ou améliorés
12,4 millions



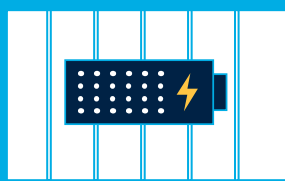
Taxes, impôts et redevances payés par an aux États hôtes
197 millions de dollars



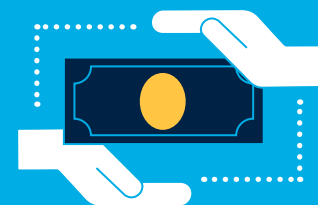
Émissions de GES évitées (tonnes d'équivalent CO₂/an)
3 millions



Électricité—puissance installée (MW)
1 226



Volume des soutiens au crédit
5,5 milliards de dollars

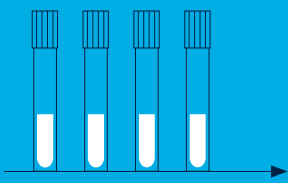


Mécanisme de financement accéléré de la MIGA pour la lutte contre la COVID-19

En avril 2020, la MIGA a lancé un mécanisme d'un montant de 6,5 milliards de dollars destiné à aider les pays en développement et le secteur privé à répondre aux effets de la pandémie de COVID-19. La riposte plurielle lancée par la MIGA s'organise autour des trois phases suivantes : 1) la première réponse, visant les besoins urgents immédiats et axée sur le soutien aux secteurs public et financier ; 2) la phase de relance, par des aides à la restauration de l'activité économique à court et à moyen terme, ciblant particulièrement les secteurs de l'économie réelle et les entreprises privées ; et 3) les investissements dans les secteurs public et privé pour assurer une résilience durable. En août 2020, la MIGA avait déboursé 2,6 milliards de dollars en faveur de projets pour atténuer les effets de la crise dans les marchés émergents et les pays en développement. Plusieurs autres projets axés sur la COVID-19 sont aussi en cours de préparation et devraient être finalisés l'année prochaine.



Axes d'intervention du Mécanisme de financement accéléré de la MIGA pour la lutte contre la COVID-19



Axe 1

Acquisition de fournitures médicales ou de services en lien avec la COVID-19

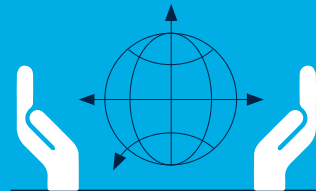
- Aider les gouvernements hôtes à se procurer les produits et services médicaux dont ils ont besoin (par exemple, kits de test de la COVID-19, blouses d'hôpital, masques, respirateurs et médicaments).



Axe 2

S'attaquer aux conséquences économiques négatives de la crise de COVID-19

- Programme d'amélioration des termes de crédit – aider les gouvernements au niveau national, infranational ou des entreprises publiques à fournir des financements à court terme et des fonds de roulement aux PME, aux sociétés et aux personnes durant la crise.
- Optimisation des capitaux – aider les institutions financières dans les pays hôtes à accorder plus de crédits en libérant les actifs pondérés par les risques détenus par les banques centrales au titre de leurs réserves obligatoires.



Axe 3

Soutenir le financement du commerce au lendemain de la COVID-19

- Soutenir le financement du commerce pour améliorer le flux des biens et services par le biais des chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment les produits essentiels, particulièrement dans les pays IDA et les FCS.

Mécanisme de financement accéléré de la MIGA pour la lutte contre la COVID-19 : projets durant l'exercice 20



Afrique
(projet multi-États)

La MIGA a émis 359 millions d'euros de garanties en faveur de la *Eastern and Southern African Trade and Development Bank* (TDB), une banque régionale de développement couvrant 22 États membres. Ces garanties permettront à la banque de diversifier ses sources de financement à long terme, de recentrer ses activités sur les importations essentielles de produits alimentaires et de combustibles et de faciliter les importations d'équipements pour la COVID-19 et de matériaux pour la construction d'établissements de soins de santé, grâce à ses opérations structurées de financement du commerce.



Botswana, Eswatini, Ghana, Lesotho, Mozambique, Nigéria, Zambie

Des garanties d'un montant de pas moins de 235 millions de dollars ont été émises au profit de la *FirstRand Limited* au titre de l'axe 2 de la riposte de la MIGA face à la COVID-19. Les capitaux libérés par ces garanties ont aidé les sept filiales de la *FirstRand* à survivre à la crise et à maintenir leurs activités tout en posant les bases d'une croissance pérenne.



Albanie

Le projet prête soutien aux opérations de crédit de *Alpha Bank Albania* dans un contexte rendu très difficile par la pandémie. Une part importante des 47,5 millions d'euros alloués par la MIGA sous forme de garanties permettra de soutenir les MPME, principal vecteur de croissance et premier pourvoyeur d'emplois en Albanie.



Argentine

La MIGA a prolongé la durée de la couverture offerte aux investissements de Santander dans Santander Río afin de favoriser l'octroi des crédits en Argentine. Ces garanties donnent à la banque les moyens de continuer à consentir des crédits à l'économie, notamment pour de nombreuses interventions gouvernementales contre la COVID-19 et des programmes d'aide aux PME. Le soutien de la MIGA sera essentiel en ces temps extrêmement difficiles.



Colombie

La MIGA a couvert un prêt qu'utilisera Bancóldex pour financer plusieurs initiatives des pouvoirs publics visant à fournir des liquidités d'urgence aux sociétés et MPME en réponse à la crise de COVID-19. Le prêt garanti par la MIGA servira à financer des programmes gouvernementaux comme « Colombia Responde » et « Colombia Responde para Todos », entre autres.



Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie

Les garanties de la MIGA aideront à alléger la pression pour une réduction de l'endettement de la *Ljubljana à la Nova Ljubljanska banka d.d.*, fait de la pandémie de COVID-19. Les capitaux libérés par ces garanties augmenteront la capacité de ses six filiales en Europe de l'Est à octroyer des crédits en cette période très difficile.



Panama

Parce que l'économie du Panama est dollarisée et que le pays n'a pas de banque centrale, il lui est difficile d'utiliser la politique monétaire pour répondre aux chocs économiques. Un prêt garanti par la MIGA permettra de financer la riposte de *Caja de Ahorros* face à la crise économique provoquée par la COVID-19. Les fonds du prêt seront utilisés pour apporter des liquidités aux PME et autres sociétés afin de renforcer leur résilience et stimuler la reprise de l'économie du Panama.



Projets phares

**Zoom sur les projets de
la MIGA durant l'exercice 20**



Djibouti : projet innovant de production d'énergie éolienne

Pour ce premier projet de production d'énergie éolienne à des fins commerciales entrepris par Djibouti, la MIGA a émis 91,6 millions de dollars de garanties en faveur de la *Djibouti Wind Company Ltd*. Cette couverture vise la conception, le développement, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une ferme éolienne d'une capacité de 58,9 mégawatts à Ghoubet, ainsi que d'installations d'interconnexion dans la région d'Arta (entre le lac Assal et la ville de Djibouti). Les garanties couvrent jusqu'à 90 % des investissements réalisés et les recettes futures du projet sur une période allant jusqu'à 20 ans. Les protections offertes visent l'inconvertibilité de la monnaie et les restrictions aux transferts, l'expropriation, les ruptures de contrat, la guerre et les troubles civils.

Le projet d'éolienne de Djibouti rendra le pays moins tributaire des importations d'électricité et l'aidera à passer aux énergies renouvelables.

Ce projet de production d'électricité indépendante (PEI), le premier du genre pour ce pays, aura un effet de démonstration important. Le soutien de la MIGA au projet devrait non seulement permettre de fixer des tarifs compétitifs et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais aussi d'accompagner le pays dans sa transition vers les énergies renouvelables tout en renforçant la sécurité énergétique. Une fois opérationnel, le projet évitera l'émission d'environ 154 500 tonnes d'équivalent CO₂ par an. Fait non moins important, le projet entend améliorer la confiance dans le secteur privé et mobiliser plus d'investissements privés étrangers à Djibouti, pays IDA et de la première catégorie des FCS¹. Le projet bénéficie aussi d'une garantie de la MIGA au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IDA-18, offrant une couverture partagée des premières pertes d'un montant de 44 millions de dollars.

1. Classé dans la liste harmonisée des situations fragiles du Groupe de la Banque mondiale pour les exercices 17-19

Îles Salomon : soutenir la production propre de l'électricité

Les îles Salomon se heurtent à des problèmes énergétiques complexes, en raison principalement de l'isolement géographique du pays et de sa taille. Les populations de l'archipel ont un accès inégal au réseau d'électricité, 66 % des habitants de la capitale, Honaria, y étant raccordés, contre moins de 10 % dans les autres régions du pays. De plus, le pays est fortement tributaire de vieux générateurs et des importations de diesel, ce qui rend l'électricité à la fois instable et coûteuse. La MIGA a soutenu les investissements dans le projet de centrale hydroélectrique sur le fleuve Tina (*Tina River Hydropower Development Project*) afin de favoriser une plus grande indépendance énergétique. L'Agence a émis 14,09 millions de dollars sous forme de garanties

en faveur de la *Korea Water Resources Corporation* et la *Hyundai Engineering Co. Ltd.* pour couvrir les risques d'expropriation, de rupture de contrat, ainsi que de guerre et de troubles civils sur une période allant jusqu'à 20 ans. Le projet porte sur une centrale hydroélectrique de 15 mégawatts sur le fleuve Tina, à 20 kilomètres au sud-est de Honaria. Il pourrait réduire les émissions d'équivalent CO₂ de 1,3 million de tonnes sur sa durée de vie. C'est le premier projet que finance la MIGA dans les îles Salomon, pays IDA et FCS. Le projet bénéficie aussi d'une garantie de la MIGA au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IDA-18, offrant une couverture partagée des premières pertes d'un montant de 5,1 millions de dollars.

Les populations de l'archipel ont un accès inégal au réseau d'électricité, 66 % des habitants de la capitale, Honaria, y étant raccordés, contre moins de 10 % dans les autres régions du pays.



Absa Group Limited
et **FirstRand Limited** :
renforcer la résilience
bancaire en
Afrique

La MIGA a soutenu des investissements dans deux banques panafricaines, stimulant les opérations de prêt dans la région et renforçant la résilience des banques dans le contexte de la pandémie de COVID-19.



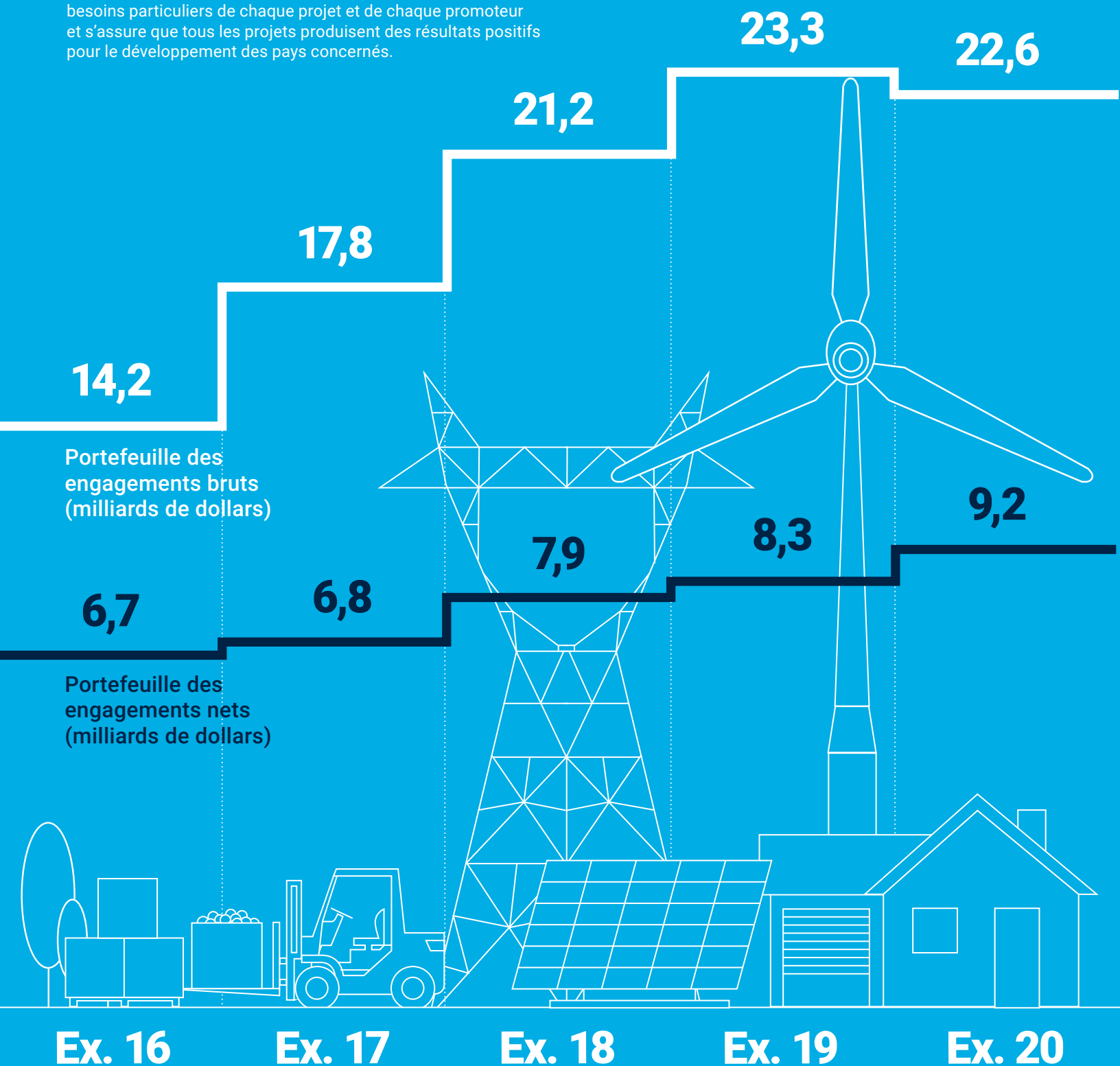
Durant l'exercice 20, la MIGA a soutenu des investissements dans deux banques panafricaines, stimulant les opérations de prêt dans la région et renforçant la résilience des banques sur fond de pandémie de COVID-19. L'Agence a émis des garanties d'une valeur de 497 millions de dollars en faveur de la banque sud-africaine *Absa Group Ltd.* pour augmenter l'offre de financements dans les sept pays suivants : Ghana, Kenya, Maurice, Mozambique, Ouganda, Seychelles, et Zambie. Les opérations de prêt viseront principalement à augmenter les financements offerts aux

sociétés et aux PME et privilégieront aussi les projets présentant des avantages connexes potentiels sur le plan climatique. En outre, dans le cadre de son mécanisme de financement accéléré pour la lutte contre la COVID-19, la MIGA a offert des garanties à la *FirstRand* pour soutenir ses filiales dans les pays suivants : Botswana, Eswatini, Ghana, Lesotho, Mozambique, Nigéria et Zambie. Les capitaux libérés par ces garanties permettent aux filiales de poursuivre leurs opérations et de résister aux pressions provoquées par la pandémie.

Bilan des activités et des opérations

L'objectif de la MIGA est d'attirer des investissements transnationaux vers les pays en développement afin de contribuer à la mission du Groupe de la Banque mondiale, qui est de mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Malgré la baisse sensible des IDE en direction des pays en développement du fait de la pandémie de COVID-19, la MIGA a continué de mobiliser des investissements privés dans ces pays durant cet exercice. Elle veille à offrir des garanties adaptées aux besoins particuliers de chaque projet et de chaque promoteur et s'assure que tous les projets produisent des résultats positifs pour le développement des pays concernés.

Durant l'exercice 20, la MIGA a émis de nouvelles garanties d'un montant avoisinant les 4 milliards de dollars en faveur de 47 projets. Au total, 70 % de ces projets portaient sur au moins un des domaines prioritaires de la MIGA, à savoir les pays IDA, les pays en situation de fragilité et de conflit et le changement climatique. Les engagements bruts de la MIGA s'élevaient à 22,6 milliards de dollars, et les engagements nets à 9,2 milliards de dollars.



Domaines stratégiques prioritaires de la MIGA

Pays IDA et FCS

La MIGA a maintenu son engagement de renforcer son impact dans les pays IDA et les FCS. L'on estime que 63 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde (vivant avec au plus 1,90 dollar par jour) se trouvent actuellement dans les pays IDA, et ce nombre devrait s'accroître. Ce problème de développement est amplifié par la recrudescence des conflits violents, plus nombreux aujourd'hui qu'au cours des 30 dernières années. Selon les estimations, d'ici à 2030, pas moins des deux tiers de la population mondiale extrêmement pauvre vivront dans des pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence.

La MIGA a continué de faire de ces pays sa priorité, malgré la morosité du climat des investissements. Durant l'exercice 20, elle a émis des garanties d'un montant de 1,7 milliard de dollars dans 15 pays admis à bénéficier des concours de l'IDA. Elle a en outre offert une couverture d'une valeur de 495 millions de dollars à des projets dans trois pays fragiles et touchés par des conflits, à savoir le Kosovo, le Nigéria et les îles Salomon. Les engagements bruts de la MIGA dans les pays IDA et les FCS ont augmenté de 13 % et 25 % respectivement, depuis l'exercice 19.

La MIGA a utilisé le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA dans plusieurs projets au cours de l'exercice 20. Ce Guichet a été créé dans le cadre d'IDA-18 afin de mobiliser les investissements privés dans les pays IDA exclusivement, particulièrement ceux en situation de fragilité et de conflit. Durant l'exercice 20, la MIGA a émis quatre garanties pour un montant total de 193,1 millions de dollars en faisant appel au Guichet de promotion du secteur privé, et a cédé à l'IDA 73,5 millions de dollars à titre de garantie des premières pertes. Les projets financés concernaient notamment des centrales hydroélectriques au Népal et dans les îles Salomon ainsi qu'une ferme éolienne à Djibouti.

Projet Sierra Tropical financé par la MIGA en Sierra Leone

Au total, 70 % des 47 projets financés durant l'exercice 20 portaient sur au moins un des trois domaines stratégiques prioritaires que sont **les pays IDA, les FCS et le changement climatique.**



Changement climatique

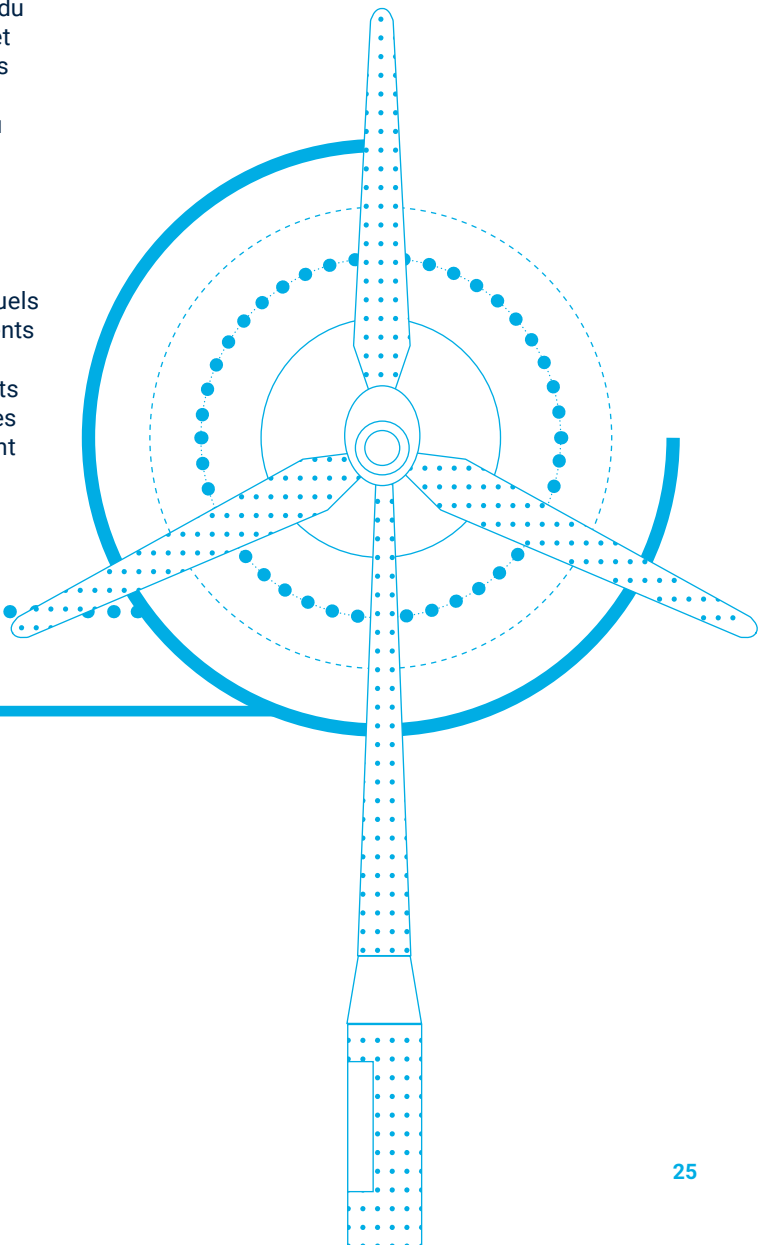
Le changement climatique menace gravement de compromettre le double objectif du Groupe de la Banque mondiale. Ses effets se font particulièrement sentir sur les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société et, d'ici à 2030, ils pourraient pousser 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. En outre, jusqu'à 143 millions de personnes dans seulement trois régions (86 millions en Afrique subsaharienne, 40 millions en Asie du Sud et 17 millions en Amérique latine) pourraient devenir des migrants climatiques d'ici à 2050. Il est, dès lors, primordial de rester engagé en faveur de la limitation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets.

Au cours de cet exercice, la MIGA a mobilisé 1,3 milliard de dollars de financements de l'action climatique auprès du secteur privé pour des projets ayant contribué à l'atténuation des effets du changement climatique ou à l'adaptation à ce phénomène. L'Agence a particulièrement œuvré cette année à la promotion des énergies renouvelables en Afrique du Nord et subsaharienne, à travers des projets d'énergie solaire (six en République arabe d'Égypte, deux en Afrique du Sud et deux au Sénégal) et trois projets d'énergie éolienne, dont deux en Afrique du Sud et un à Djibouti, un FCS. On peut citer aussi un projet de valorisation énergétique des déchets en Serbie et des projets de centrales hydroélectriques résistantes aux chocs climatiques dans les îles Salomon (un FCS) et au Népal, deux pays très vulnérables au changement climatique. La MIGA a par ailleurs mis l'accent sur les efforts visant à rendre plus écologique le secteur financier en soutenant l'expansion de prêts pour le financement de l'action climatique dans des banques régionales au Kenya et à l'île Maurice, pays dans lesquels elle aide les banques à garantir de nouveaux financements pour la lutte contre le changement climatique d'un montant d'au moins 325 millions de dollars. Les projets approuvés durant l'exercice 20 permettront d'éviter des émissions estimées à 3 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an.

Exercices 21-23

Pour la suite, la MIGA poursuivra les efforts engagés dans les pays IDA/FCS et dans le domaine du changement climatique, et maximisera son impact dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie et ses perspectives d'activité pour les exercices 21-23. L'Agence se propose d'augmenter la part de ses investissements dans les pays IDA/FCS et a relocalisé un de ses cadres supérieurs à Nairobi, principalement pour mieux accompagner les nouvelles transactions dans les pays à faible revenu et les contextes fragiles. La MIGA continuera aussi d'étoffer ses activités climatiques dans les domaines de l'énergie propre, des transports publics, des constructions vertes, de l'agro-entreprise climatique-intelligente et du financement vert.

Pour de plus amples informations sur la stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 21–23, visitez le site :
<https://www.miga.org/about-us>

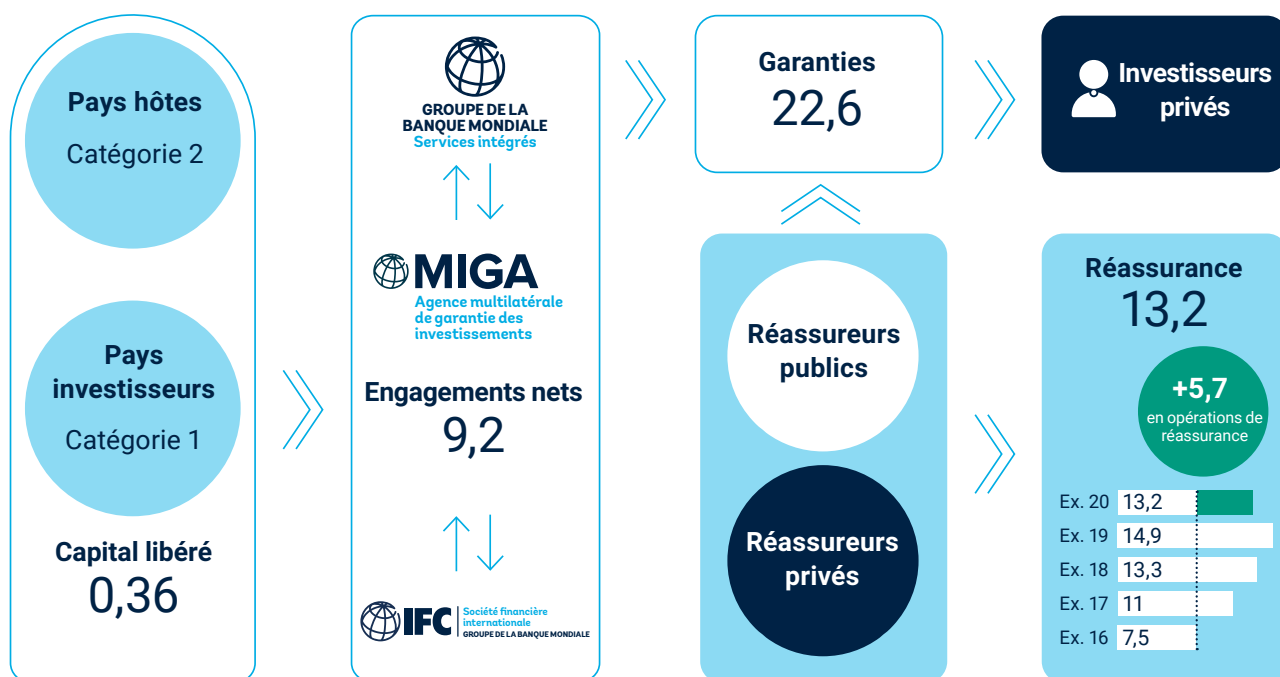


Réassurance

La réassurance permet à la MIGA d'utiliser son capital de manière efficace et de réduire autant que possible la concentration des risques. Elle contribue par ailleurs aux revenus de l'Agence en générant des commissions de cession (c'est-à-dire le pourcentage retenu par la MIGA sur les primes cédées aux réassureurs).

La MIGA a continué d'utiliser la réassurance, cédant 1,6 milliard sous forme de nouvelles opérations durant l'exercice 20 au marché de la réassurance, conformément à sa stratégie de préservation du capital en vue du financement de son développement futur. Au 30 juin 2020, 13,2 milliards de dollars (soit 58 %) de l'encours brut des engagements étaient réassurés. Au cours des cinq dernières années, les opérations de réassurance dans le portefeuille des garanties de la MIGA ont augmenté de 5,7 milliards de dollars, permettant à l'Agence de se densifier en accroissant sa capacité de garantie sans avoir besoin de recourir à une augmentation de capital par les actionnaires.

Modèle opérationnel de la MIGA (en milliards de dollars)



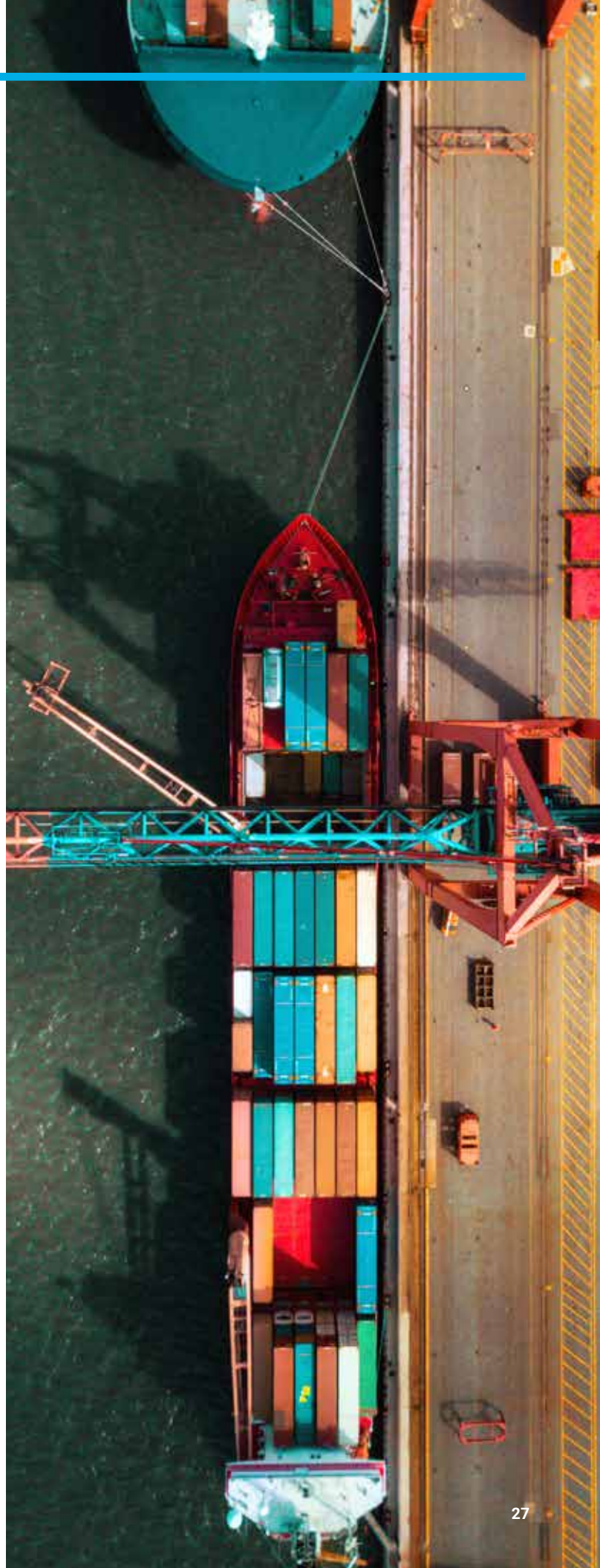
Tirer parti des partenariats pour maximiser l'impact sur le développement

Au cours de l'exercice 20, la MIGA a continué de s'appuyer sur les liens avec ses partenaires à l'intérieur du Groupe de la Banque mondiale, les gouvernements, le secteur privé et, particulièrement, les banques multilatérales de développement (BMD).

Elle a intensifié sa collaboration avec les BMD en organisant une série de manifestations, notamment la toute première conférence des BMD sur les garanties durant les Assemblées annuelles 2019 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que des ateliers techniques et des réunions bilatérales. Ces rencontres ont favorisé les échanges entre les BMD, qui réfléchissent en collaboration avec la MIGA aux moyens de renforcer et de compléter les soutiens des unes et des autres aux projets de développement. La MIGA a aussi entrepris de préparer un guide décrivant les principes de base d'une collaboration fructueuse des BMD en matière d'assurance contre le risque politique. Le manuel donne par ailleurs des exemples de projets sur lesquels les BMD ont collaboré de façon innovante et présente les meilleures pratiques pour réussir. Ces principes guideront les accords que la MIGA conclura avec les membres de la communauté du développement.

Dans sa quête de moyens de renforcer la coopération avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA envisage aussi la possibilité de mettre au point des produits conjoints et de trouver d'autres modes de collaboration avec IFC afin de maximiser leur impact commun sur le secteur privé.

Durant l'exercice 20, l'Agence est aussi devenue officiellement un partenaire technique du Mécanisme mondial de financement des infrastructures (GIF), conformément à ses objectifs stratégiques de multiplier les partenariats et d'intensifier les activités en amont. Grâce à la plateforme du GIF, la MIGA peut collaborer d'une façon plus cohérente avec d'autres BMD et avoir accès à des ressources lui permettant d'engager des activités en amont qui favorisent la préparation d'opérations futures.



La MIGA et les questions environnementales, sociales et de gouvernance



Viabilité environnementale et sociale

La MIGA est déterminée à travailler avec ses clients pour assurer la viabilité environnementale et sociale des projets qu'elle soutient. Le processus global de diligence raisonnable sur le plan environnemental et social que mène la MIGA lui permet de recenser les risques ou les impacts environnementaux et sociaux potentiels et de convenir des mesures d'atténuation. Les clients peuvent, pour leur part, améliorer la viabilité des projets, créer de la valeur pour les entreprises et, lorsque cela est possible, réduire les coûts des projets. Les normes de performance de la MIGA sont appliquées aux projets conformément à la politique de l'Agence en matière de viabilité environnementale et sociale.

La MIGA s'assure par des contrôles réguliers que les projets respectent les exigences sur le plan environnemental et social. Au 30 juin 2020, le portefeuille de la MIGA comptait environ 209 projets, dont près de 45 % en Afrique, 21 % en Europe et Asie centrale, 14 % au Moyen-Orient et Afrique du Nord, 8 % en Amérique latine, 8 % en Asie de l'Est et Pacifique et 4 % en Asie du Sud. Avant les restrictions aux voyages imposées à cause de la COVID-19, 45 descentes sur des sites de projets avaient été effectuées cet exercice dans le cadre du suivi environnemental et social. Au total, 20 auto-évaluations sur la performance environnementale et sociale ont aussi été réalisées.

Mesure de l'impact

Des systèmes de mesure solides, basés sur les résultats sont essentiels pour évaluer notre impact sur le développement. La MIGA, qui s'efforce sans cesse d'améliorer la manière dont elle mesure les résultats des projets, a procédé récemment au lancement du cadre IMPACT. L'Outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT, de l'acronyme anglais) évalue les résultats directs attendus des projets, ainsi que leurs effets périphériques sur les investissements étrangers. Ce cadre complète le système de mesure des résultats plus large de l'Agence. Le cadre IMPACT révisé poursuit les objectifs suivants :

- aligner l'évaluation ex ante de l'impact sur le développement sur des dimensions similaires utilisées dans l'évaluation ex post ;
- établir un parallèle avec le cadre de mesure et de suivi de l'impact attendu (AIMM) d'IFC et définir une notation concertée de l'impact sur le développement pour les projets soutenus conjointement par IFC et la MIGA ;
- permettre l'analyse comparée de l'impact sur le développement attendu des projets ;
- définir l'ordre de priorité des projets en s'aidant d'une évaluation ex ante rigoureuse et basée sur les faits de l'impact attendu sur le développement ;
- faire montre de flexibilité en intégrant efficacement l'outil IMPACT aux processus de garantie existants de la MIGA.

Intégrité

L'intégrité et la gestion du risque de discrédit tiennent une place essentielle dans les opérations que mène la MIGA dans son rôle de partenaire de développement. La MIGA tient donc compte à la fois des risques pour l'intégrité et pour sa réputation dans les relations qu'elle entretient avec ses clients et dans les projets qu'elle soutient. Par conséquent, elle souscrit aux directives du Groupe de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption, qui définissent la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction comme des entraves importantes au développement et considèrent que ces pratiques sont passibles de sanctions. L'équipe de la MIGA chargée de l'intégrité procède à des vérifications préalables dans le cadre de la préparation des opérations et des garanties, et surveille les projets du portefeuille afin de détecter tout signe de risque naissant pour l'intégrité ou la réputation. Pour ce faire, la MIGA utilise les ressources documentaires, notamment ses propres bases de données, les connaissances locales de la Banque mondiale et d'IFC, les sondages du marché, les expériences antérieures avec le client et les évaluations sur le terrain. Durant l'exercice 20, la MIGA a continué de partager les meilleures pratiques en matière d'intégrité en collaborant avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale et les partenaires de développement, et à l'occasion de différentes rencontres sur ce thème.

Normes de performance de la MIGA

Normes de performance de la MIGA en matière de viabilité environnementale et sociale

Norme de performance 1 :

Évaluation et gestion des risques et des effets environnementaux et sociaux

La norme souligne l'importance de recenser les risques et effets environnementaux et sociaux et de gérer les résultats sur ce plan pendant toute la durée du projet.

Norme de performance 2 :

Emploi et conditions de travail

La norme reconnaît que la réalisation de la croissance économique par la création d'emplois et la génération des revenus doit être conciliée avec la protection des droits fondamentaux des travailleurs.

Norme de performance 3 :

Utilisation efficiente des ressources et prévention de la pollution

La norme reconnaît que la multiplication des activités industrielles et l'urbanisation entraînent très souvent une augmentation de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et qu'il est possible d'assurer une gestion efficiente.

Norme de performance 4 :

Santé et sécurité des populations

La norme reconnaît que les projets peuvent procurer des avantages aux populations, mais aussi accroître leur exposition aux risques et effets liés aux accidents, aux défaillances structurelles et aux substances dangereuses.

Norme de performance 5 :

Acquisition de terres et réinstallations forcées

La norme s'applique aux déplacements physiques ou économiques résultant d'opérations foncières comme l'expropriation ou des habitats négligés.

Norme de performance 6 :

Préservation de la diversité et gestion durable des ressources biologiques

La norme encourage la protection de la diversité biologique et la gestion, ainsi que l'utilisation durables des ressources naturelles.

Norme de performance 7 :

Populations autochtones

La norme vise à s'assurer que le processus de développement favorise le respect absolu des populations autochtones.

Norme de performance 8 :

Patrimoine culturel

La norme vise à protéger le patrimoine culturel des effets pervers des activités des projets et à soutenir sa préservation.

Avantages que procurent les normes de performance

Création de la valeur pour les entreprises

La viabilité est devenue un facteur important dans les stratégies des entreprises. Bon nombre d'entre elles reconnaissent que tenir compte des aspects environnementaux et sociaux peut leur permettre d'économiser sur les coûts, d'améliorer leur image de marque et leur réputation et de renforcer leurs relations avec les acteurs concernés.

Exploitation des possibilités offertes et protection contre les risques inattendus

L'application des normes de performance permet aux entreprises d'identifier les risques d'interruption de l'exécution des projets et de les prévenir, de mieux protéger leur image de marque ou de pouvoir accéder aux marchés internationaux.

Amélioration des résultats financiers et opérationnels

L'application des normes de performance peut aider à optimiser les facteurs de production comme l'eau et l'électricité, ainsi qu'à réduire les émissions, les rejets et les déchets, pour des opérations plus efficaces et plus rentables.

Acceptabilité sociale des opérations

Les normes de performance aident les clients à optimiser les avantages sur le plan du développement local et encouragent le civisme des entreprises. Une image de marque et une réputation positives peuvent aussi attirer de nouveaux investisseurs ou bailleurs de fonds.

Aval international

Les « Principes de l'Équateur », adoptés par plus de 75 des principales institutions financières mondiales des pays développés et en développement, se fondent sur les normes de performance. L'on estime que ces principes couvrent plus de 70 % des prêts au titre du financement des projets dans les marchés émergents.

Pour en savoir plus sur les normes de performance de la MIGA, rendez-vous sur le site : <https://www.miga.org/guidelines-policy>

La MIGA et la parité hommes-femmes

Le Groupe de la Banque mondiale œuvre aux côtés de ses clients des secteurs public et privé pour aider à combler les écarts entre les hommes et les femmes dans le monde, afin de mettre durablement fin à la pauvreté et d'assurer une croissance économique pérenne propice à une prospérité partagée. Durant cet exercice, la MIGA a, par conséquent, élaboré une nouvelle stratégie sur le genre qui intégrera complètement la dimension de genre dans l'ensemble de ses opérations, dans les projets auxquels elle participe et ses relations avec les clients, et dans son engagement à créer des opportunités pour les femmes, grâce aux activités d'investissement des clients.

Opérations

La MIGA s'attache à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes à tous les échelons de son organisation et souscrit aux idéaux de diversité et d'inclusion sur le lieu de travail. Elle s'appuie sur le travail du Groupe de la Banque mondiale pour renforcer ses interventions sur les questions de genre dans le secteur privé. La parité hommes-femmes est aussi un thème transversal de la politique de l'Agence en matière de viabilité environnementale et sociale. Cette politique invite les clients à réduire autant que possible les risques pour les hommes et les femmes découlant des activités des entreprises ainsi que les effets différenciés imprévus. La MIGA veille à ce que les questions de genre soient évaluées lors des consultations sur les projets et vise à aider ses clients à développer une approche durable tenant dûment compte des hommes et des femmes, le cas échéant.

*Aïssata S. Béavogui, directrice générale de
Guinea Alumina Corporation S.A. (GAC) et
lauréate du MIGA's 2020 Gender CEO Award*



MIGA Gender CEO Award

En 2016, la MIGA a lancé le *MIGA Gender CEO Award*, qui récompense les clients de l'Agence ayant prouvé leur capacité à mettre en place et maintenir des cadres favorables, qui créent des opportunités pour les femmes et encouragent l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette année, le prix a été décerné à Aïssata S. Béavogui, directrice générale de la *Guinea Alumina Corporation S.A. (GAC)*. Mme Béavogui supervise l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement durable dans le projet neuf le plus important réalisé en Guinée, offrant un exemple éducatif de la manière dont le secteur minier peut opérer dans l'ensemble de la région. Elle est aussi la première femme à occuper le poste de directeur d'une société internationale en Guinée. Dans le cadre de son ambition d'intensifier le soutien que la GAC prête aux femmes chefs d'entreprise locales, Mme Béavogui pilote des initiatives de responsabilité sociale de l'entreprise responsabilisant les femmes et promouvant le développement durable, l'innovation, la croissance économique et la création d'emplois en Guinée.

Bénéficiaires des prêts au logement de
Caja de Ahorros



Banco Davivienda, Colombie **Crédits destinés aux petites et moyennes entreprises (PME) détenues par des femmes**

Les Colombiennes-chefs d'entreprises se heurtent à des problèmes importants de financement. Environ 14,6 % d'entre elles abandonnent leurs activités faute de financements, contre moins de 10 % dans d'autres pays de la région comme l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay. En outre, 30 % des PME détenues par des femmes en Colombie n'ont pas accès au crédit, ce qui représente officiellement un déficit de financement avoisinant les 5,4 milliards de dollars.

Durant l'exercice 20, la MIGA a émis une garantie d'un montant de 47,5 millions de dollars en faveur de la *Banco Davivienda S.A.*, une institution importante dans le système bancaire colombien, dans le but de renforcer son portefeuille de prêts et, plus particulièrement, des prêts octroyés aux PME détenues par des femmes. Ce projet faisait partie d'une enveloppe de financement d'un montant de 600 millions de dollars, structurée par IFC. Le financement est censé augmenter de 350 millions de dollars la ligne de crédit de *Banco Davivienda* au profit des PME détenues par des femmes, ce qui représente environ 5 200 prêts supplémentaires.

Caja de Ahorros, Panama **Financement du logement en faveur des femmes**

Au Panama, les femmes ne possèdent ou ne dirigent que 29 % des maisons. Pour aider à combler cet écart entre les hommes et les femmes en matière de propriété du logement, la MIGA soutient un dispositif de prêt au logement pour les revenus faibles et moyens promu par *Caja de Ahorros*. Environ 50 % des prêts cibleront les femmes ou les ménages dirigés par des femmes. Le projet offre l'occasion d'accroître le nombre de femmes possédant des logements dans le pays, ce qui les aiderait à se constituer une richesse et à améliorer potentiellement leur bien-être économique et social.

Gouvernance

Le Conseil d'administration de la MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 182 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web du Conseil : <http://www.worldbank.org/en/about/leadership/>

Supervision et responsabilité

Conseiller-médiateur pour l'application des directives

Le Bureau du conseiller/médiateur pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant grâce auquel la MIGA et IFC rendent compte de leurs actions. Le CAO donne suite aux plaintes des populations touchées par les activités et projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux sur le terrain, et de promouvoir une meilleure éthique de responsabilité au sein des deux institutions.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du CAO : <http://www.cao-ombudsman.org/>

Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe (GIA) fournit des assurances et conseils indépendants, objectifs et perspicaces prenant en compte les risques dans le but de protéger et de renforcer la valeur du Groupe de la Banque mondiale. Le GIA donne à l'équipe de direction et au Conseil des Administrateurs l'assurance raisonnable que les processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont pertinents et efficaces. Le GIA rend compte au Président et est placé sous la tutelle du Comité d'audit.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du GIA : <http://www.worldbank.org/internalaudit>

Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA afin d'améliorer les résultats de l'Agence sur le plan du développement. L'IEG est indépendant de la Direction de la MIGA et communique ses conclusions aux Administrateurs de l'Agence et au Comité pour l'efficacité du développement.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de l'IEG : <http://ieg.worldbankgroup.org/>

Vice-présidence Déontologie institutionnelle (INT)

La vice-présidence Déontologie institutionnelle (INT) est un organe indépendant au sein du Groupe de la Banque mondiale, qui enquête et propose des sanctions dans les cas d'allégation de fraude, corruption, collusion, coercition et obstruction liés aux projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que les cas de corruption par le personnel ou les fournisseurs du Groupe de la Banque mondiale. Son bureau de surveillance de l'intégrité collabore avec les parties qui doivent satisfaire aux conditions qui leur sont fixées pour que la sanction soit levée. INT communique les conclusions de ses enquêtes à l'ensemble de l'institution pour aider à réduire les risques de fraude et de corruption dans les projets, apportant ainsi un soutien essentiel au Groupe de la Banque mondiale dans l'exercice de sa responsabilité fiduciaire sur les ressources du développement dont il assure l'administration.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site d'INT : www.worldbank.org/integrity

Pour signaler des actes présumés de fraude, corruption ou autres pratiques punissables dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/fraudandcorruption

Principales données financières de la MIGA

Résultats financiers

Par exercice, en millions de dollars	2016	2017	2018	2019	2020
Revenu brut des primes	139,8	179,7	210,1	237,9	232,3
Revenu net des primes^a	86,4	93,2	104,1	115,1	117,1
Charges administratives^b	48,1	51,3	51,6	57,8	61,1
Résultat d'exploitation^c	38,3	41,9	52,5	57,3	56,0
Revenu net	56,8	200,2	40,9	82,4	57,2
Ratio des charges administratives sur le revenu net des primes	56 %	55 %	50 %	50 %	52 %

a. Le revenu net des primes est égal au revenu brut des primes et des commissions de cession moins les primes cédées aux réassureurs et les frais de courtage.

b. Les charges administratives comprennent les dépenses au titre des régimes de pension et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.

c. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes diminué des charges administratives.

Principaux chiffres

Par exercice, en millions de dollars	2016	2017	2018	2019	2020
Capital économique total^a	663	592	685	717	756
Fonds propres	989	1 213	1 261	1 320	1 335
Capital d'exploitation	1 329	1 398	1 471	1 542	1 591
Capital économique total / capital d'exploitation (%)	50 %	42 %	47 %	47 %	48 %

a. Le capital économique total est égal au capital absorbé par le portefeuille de garanties, plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels et les risques d'investissement. Depuis l'exercice 17, le capital économique est établi sur la base d'un nouveau modèle, de sorte que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des périodes antérieures, qui ont été établis sur la base de l'ancien modèle.

Faits marquants de l'exercice 20



Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, en octobre 2019

Plus de 250 personnes ont participé à l'événement organisé par la MIGA en marge des Assemblées annuelles sur le thème « Catalyser les investissements sur le plan environnemental, social et de la gouvernance ». Les investisseurs privés présents ont échangé sur la manière dont ils intègrent les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans leurs stratégies d'investissement et sur le soutien que peuvent leur prêter des partenaires comme la MIGA pour atteindre ces objectifs. L'événement a été l'occasion de présenter le parc éolien de Taiba N'diaye financé par la MIGA. Ce parc, le plus grand d'Afrique de l'Ouest, fournit de l'énergie propre à près de 2 millions de résidents.

Rakhi Kumar, directeur général et responsable des investissements ESG et de l'administration des actifs à *State Street Global Advisors* ; Sujoy Bose, directeur général du Fonds national de l'investissement et de l'infrastructure de l'Inde ; S. Vijay Iyer, directeur des opérations, MIGA ; et Keiko Honda, ancienne vice-présidente et directrice générale de la MIGA faisaient partie des intervenants. Les débats étaient dirigés par Joël Weber de *Bloomberg Businessweek*.



Conférence des banques multilatérales de développement sur les garanties

La MIGA a organisé la toute première conférence des BMD sur les garanties durant les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI. Cette conférence a vu la participation des hauts responsables des organisations des BMD et a permis à la MIGA d'obtenir les soutiens voulus pour une collaboration plus systématique.

Nominations au sein de l'équipe dirigeante

Hiroshi Matano a été nommé vice-président exécutif en novembre 2019. Ethiopis Tafara a pris ses fonctions de vice-président et responsable du risque et des questions juridiques et administratives en septembre 2019.





Adhésion de la Somalie à la MIGA

En mars, la République fédérale de Somalie est devenue le 182^e membre de la MIGA après la normalisation de ses relations financières avec la Banque mondiale. Cette adhésion donne au pays de nouvelles opportunités d'attirer des investissements directs étrangers et de promouvoir la croissance économique dans les années à venir.



Principes opérationnels pour la gestion de l'impact

En février 2020, la MIGA est devenue signataire des Principes opérationnels pour la gestion de l'impact ou « Principes d'impact ». Le cadre des principes d'impact permet aux investisseurs de s'assurer que les questions d'impact sont volontairement prises en compte d'un bout à l'autre du cycle d'investissement. En devenant signataire, la MIGA affirme publiquement son engagement à appliquer la norme mondiale de gestion des investissements pour l'impact. Chaque année, l'organisation est tenue de publier une déclaration de divulgation indiquant comment chaque principe est intégré à son processus d'investissement et dans quelle mesure elle se conforme à chacun des principes.

MIGA 2020 Gender CEO Award

En mars 2020, Mme Aïssata S. Béavogui, directrice générale de la *Guinea Alumina Corporation*, a été récompensée du *MIGA 2020 Gender CEO Award* pour son rôle moteur dans l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leur visibilité en milieu professionnel.



Notre institution

Direction de la MIGA

Hiroshi Matano

Vice-président exécutif



S. Vijay Iyer

Vice-président et responsables des opérations



Ethiopsis Tafara

Vice-président et responsable du risque et des questions juridiques et administratives



Sarvesh Suri

Directeur, département des opérations



Muhamet Fall

Directeur adjoint et responsable des souscriptions, département des opérations



Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique



Santiago Assalini

Directeur des finances et du risque



Merli Margaret Baroudi

Directrice, analyse économique et viabilité



Contacts

Équipe de direction

Hiroshi Matano

Vice-président exécutif
hmatano@worldbank.org

S. Vijay Iyer

Vice-président et responsable
des opérations
sviyer@worldbank.org

Ethiopsis Tafara

Vice-président et responsable
du risque et des questions
juridiques et administratives
etafara@worldbank.org

Sarvesh Suri

Directeur des opérations
ssuri1@worldbank.org

Muhamet Fall

Directeur adjoint et
responsable des souscriptions,
département des opérations
mfall3@worldbank.org

Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique
akumarcapoor@worldbank.org

Santiago Assalini

Directeur des finances
et du risque
sassalini@worldbank.org

Merli Margaret Baroudi

Directrice, analyse économique
et viabilité
mbaroudi@worldbank.org

Secteurs

Nabil Fawaz

Responsable mondial et chef du
secteur industries manufacturières, agro-
industries et services
nfawaz@worldbank.org

Elena Palei

Responsable mondiale et chef du
secteur infrastructure – transport,
eau et assainissement,
et télécommunications
epalei@worldbank.org

Chris Millward

Responsable mondial et
chef du secteur finances et
marchés financiers
cmillward@worldbank.org

Marcus Williams

Responsables mondial et
chef du secteur énergie et
industries extractives
mwilliams5@worldbank.org

Régions

Hoda Moustafa

Responsable, Afrique
hmoustafa@worldbank.org

Olga Sclovscia

Responsable, Europe et Asie centrale
osclovscia@worldbank.org

Jae Hyung Kwon

Responsable, Asie du Nord et du Sud
(sauf Japon)
jkwon@worldbank.org

Tim Histed

Responsable –
Asie du Sud-Est et Australasie
thisted@worldbank.org

Olga Calabozo Garrido

Responsable,
Amérique latine et Caraïbes
ocalabozogarrido@worldbank.org

Shuichi Hayashida

Responsable, Japon
shayashida@worldbank.org

Rouzbeh Ashayeri

Responsable des souscriptions,
opérations Amérique du Nord
rashayeri@worldbank.org

Layali Abdeen

Responsable des souscriptions,
Moyen-Orient et Afrique du Nord
labdeen@worldbank.org

Lin Cheng

Souscripteur, Chine
lcheng1@worldbank.org

Comptabilité et reporting

Thomas Obuya

Contrôleur
tobuya@worldbank.org

Réassurance

Christina Deischl

Responsable par intérim,
Réassurance
cdeischl@worldbank.org

Analyse économique et viabilité

Moritz Nebe

Chef de secteur,
analyse économique
mnebe@worldbank.org

Yasser Ibrahim

Chef de secteur, viabilité
(environnementale & sociale)
et climat
yibrahim@worldbank.org

Judith Pearce

Responsable mondial, intégrité
jpearce@worldbank.org

Cherian Samuel

Responsable principal des
évaluations, évaluations
csamuel@worldbank.org

Demandes d'informations

migainquiry@worldbank.org



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA

IFC

Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements

Depuis sa création, la MIGA
a émis des **garanties**
d'un montant de plus de
59 milliards de dollars dans
118 pays en développement.

Suivez l'actualité de la MIGA sur :



<https://www.linkedin.com/company/wb-miga/>



@miga



MIGAWorldBank